

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 13/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS LABORATOIRES AUXIBIO**

626 Rue de Griolet  
76320 Saint-Pierre-Lès-Elbeuf

Références : UDRD-2025-07-R-04  
Code AIOT : 0005801492

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'ancien établissement SAS LABORATOIRES AUXIBIO implanté 626, Rue de Griolet 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf. L'inspection a été annoncée le 10/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection a pour objet de constater l'état de mise en sécurité du site de la société Laboratoires AUXIBIO sis 626, rue de Griolet à Saint Pierre-lès-Elbeuf, notamment au regard de l'Avis relatif au processus d'intervention de l'ADEME en contexte de sites à responsables défaillants du 17 mai 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS LABORATOIRES AUXIBIO
- 626, Rue de Griolet 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf
- Code AIOT : 0005801492

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : oui

Ce site industriel, situé en plein cœur de ville, est implanté 626 rue de Griolet à Saint-Pierre-Lès-El-beuf, sur les parcelles cadastrales n° 63 et 64, section AC, sur une superficie de 3555 m<sup>2</sup>.

A partir de 1948, les activités qui se sont succédées sur le site sont la fabrication de vinaigrette, la fabrication d'articles textiles, puis celles de la société AUXI CHIMIQUE, de 1966 à 2006, pour la fabrication de produits détergents (industriel, ménager et d'hygiène corporelle). Le process consistait en la réalisation de mélanges dans des cuves inox par dissolution des différentes matières premières dans de l'eau. La fabrication de produits détergents s'est poursuivie avec la société AUXI CHIMIQUE SCOP (2006-2009), puis reprise le 26/10/2009 par la société SAS LABORATOIRES AUXIBIO qui a fabriqué de manière conventionnelle aussi des produits détergents pour l'industrie et les collectivités.

Les activités de fabrication de détergents et savon étaient notamment réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/05/1986 et les arrêtés préfectoraux complémentaires des 18/12/2003 et 15/02/2011.

Les activités du site relevaient de la directive n° 2010/75/EU relative aux émissions industrielles, dite directive « IED », transposée en droit français par le décret n° 2013-374 du 02/05/2013.

La société SAS LABORATOIRES AUXIBIO a été placée en liquidation judiciaire par jugement du 22 mai 2018.

Monsieur le préfet de Normandie, préfet de Seine-Maritime, a mis en demeure par arrêté préfectoral du 25/06/2018 la société AUXIBIO, représentée par Maître Berel, de se conformer aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement, et a engagé la procédure de consignation de somme pour un montant de 120 000€ par arrêté préfectoral du 03/12/2018.

M. Duval étant président de la société AUXIBIO et propriétaire du site via la SCI Chrismar, une procédure administrative a été initiée à l'encontre de la SCI Chrismar, par arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/11/2018 visant l'élimination des déchets entreposés sur le site, conformément à l'article L.556-3-1 du code de l'environnement, et poursuivie par une procédure de consignation de somme auprès de la SCI Chrismar pour un montant de 120 000€, par arrêté préfectoral du 11/04/2019.

La liquidation judiciaire de la société AUXIBIO a été clôturée pour insuffisance d'actif par jugement du 14 mars 2023 et la société a été radiée du Registre National des Entreprises (RNE) le 15 mars 2023.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Libération foncier SSP

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Le site se situe en zone résidentielle où les premières habitations se situent en limite immédiate de propriété.

La Seine s'écoule à environ 1,5 km au nord du site et le cours d'eau l'Oison coule à 60 m à l'ouest du site.

Le risque par remontée de nappe classe le site en zone de sensibilité très forte. La nappe d'accompagnement de la Seine se trouve à environ 5 m de profondeur. La nappe de la Craie se trouve en continuité sous cette nappe. Ces deux nappes sont reconnues comme vulnérables à une pollution.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Changement d'usage	Code de l'environnement du 23/10/2023, article L.556-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le site n'était toujours pas mis en sécurité. Plusieurs interventions restent à mener, notamment l'élimination des déchets, la vidange/curage du décan-  
teur et réseaux associés, ainsi que la recherche et la mise en sécurité de cuves enterrées.

De plus, des diagnostics de 2011 et 2013 soulignent la présence de pollutions des sols et des eaux souterraines au droit du site, et donc la nécessité de réaliser des investigations environnementales sur la totalité du site afin de prendre en compte d'éventuels travaux de réhabilitation (plan de ges-  
tion) dans un projet d'aménagement (avec ou sans changement d'usage).

Ainsi, ces éléments sont à prendre en compte par un futur acquéreur du site dans un projet d'amé-  
nagement, pour intégrer la réhabilitation du site et s'assurer de la compatibilité des milieux avec les usages envisagés. Une attestation dite « ATTES-ALUR » (délivrée par un bureau d'études certifié en sites et sols pollués) devra être fournie en cas de demande de permis de construire.

Par ailleurs, la fiche BASOL publiée sur le site Géorisques va être mise à jour, et ce site sera proposé  
comme secteur d'information sur les sols (SIS).

A ce stade de la mise en sécurité et du niveau de connaissance de l'état du site et des milieux (sols  
et eaux souterraines), il n'est pas envisagé d'intervention par l'ADEME.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise en sécurité du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>
I-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant noti- fie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois

dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

#### **Constats :**

La cessation d'activité des Laboratoires AUXIBIO implique le respect des articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement. La mise en sécurité du site constitue la première étape et porte sur 4 mesures :

##### **1° Mesures d'évacuation des produits dangereux, et gestion des déchets présents sur le site :**

Suite à la liquidation judiciaire et la cessation d'activité de la société AUXIBIO, ces mesures d'évacuation ont fait l'objet de nombreuses inspections, actions et sanctions.

Lors de la liquidation judiciaire, une partie des déchets a été éliminée, les cuves et autres pièces métalliques ont été revendues à un ferrailleur. Le propriétaire a rassemblé les différents produits, en les mettant sur rétention, sous auvent ou sur palettes pour tenter de sécuriser à minima leur stockage.

Ainsi, lors de la visite, il a été constaté :

Au droit de la zone de stockage (magasin de stockage et atelier de stockage des parfums) :

- un GRV servant de réceptacle aux différents flacons provenant du laboratoire ;
- plusieurs palettes (~ 5) de bicarbonate, dont les sacs de 25 kg se sont éventrés avec le temps ;
- plusieurs bidons de parfums (~ 8 à 9 de 120L et 8 de 5L) ;
- ramettes (~ 40aine) de papier cartonné glacé (ramenées par un tiers selon le propriétaire).

Les ateliers de conditionnement et de fabrication sont vides : cuves en inox revendues ; présence de caniveaux et de regards qui seraient raccordés au décanteur extérieur ; sol bétonné, dégradé par endroit par des écoulements d'acides et par des traces noirâtres, notamment autour des regards.

La cours nord étant enherbée, aucun constat n'a pu être correctement fait de l'état des sols.

La cour ouest est bétonnée (fissures apparentes) et comporte le décanteur dont la profondeur semble importante et qui est rempli d'eau huileuse noirâtre, ainsi que des pneus, 2 cuves non vendues, une 20aine de bouteilles de gaz rassemblées, 2 appareils ménagers (type réfrigérateur) et des déchets ménagers déposés par un tiers selon les propos du propriétaire. Dans l'atelier d'entretien/maintenance, des pièces détachées sont encore présentes.

La cour sud est également bétonnée (avec présence de fissures). Sont rassemblés l'essentiel des GRV (~ 20aine) et bidons (~ 60aine) remplis de produits chimiques liquides/pâteux et d'eaux de lavages (bidons bleus selon le propriétaire), ainsi que 3 palettes de bicarbonate (sacs de 25 kg éventrés). Un déversement huileux et noirâtre important est visible au centre de la cour.

Le coût d'élimination en filière agréée par des sociétés spécialisées de ces déchets restants est estimé à environ 40 000€ (indication du propriétaire sans justificatif).

→ ***Ainsi, pour que le site soit mis en sécurité, plusieurs interventions restent à mener, notamment l'élimination des déchets, la vidange/curage du décanteur et réseaux associés, ainsi que la recherche et la mise en sécurité des cuves enterrées (mentionnées dans de précédents rapports). L'inspection émet de sérieuses réserves quant à l'estimation de 40 000€ étant donné qu'un précédent devis estimait à 120 000€ l'enlèvement des seuls déchets.***

## **2° Mesures d'interdictions ou limitations d'accès au site :**

Lors de la visite, il a pu être constaté que le site était clos sur l'ensemble de son périmètre par des murs d'enceinte et 3 portails fermés par cadenas. De plus, en l'absence du propriétaire, ce dernier précise qu'un voisin surveille les accès et effectue des rondes. Ainsi, le site ne semble pas/peu fréquenté.

## **3° Mesure de suppression des risques d'incendie et d'explosion :**

L'ensemble des utilités semble avoir été coupé.

La coupure du poste d'alimentation en haute tension, situé au sud-est de la cour extérieure a été réalisée par le propriétaire il y a 6 ou 7 ans, selon ses dires.

Lors de la visite, aucun bruit caractéristique d'une mise sous tension n'a été perçu.

## **4° Mesure de surveillance des effets de l'installation sur son environnement :**

Lors de la visite, l'inspection a pu constater que les sols présents à l'intérieur des bâtiments étaient bétonnés pour l'ensemble, ainsi que pour les cours extérieures à l'exception de la cour nord. Tous ces revêtements montrent des états fragilisés par endroit (fissures, dégradation par des acides, ...).

Par ailleurs, l'inspection rappelle qu'une « évaluation simplifiée des risques » avait été initiée, le 10 mai 2011 pour l'étape A, puis le 19 avril 2002 par une remise de l'étape B. Des pollutions avaient été identifiées dans les sols et les eaux souterraines, sans que des suites soient données par l'exploitant de cette époque.

Par la suite, la société AUXIBIO a fait réaliser 2 rapports d'investigations environnementales réalisées au droit de ce site :

- un rapport « Assistance à l'élaboration de l'étude hydrogéologique », réalisé par le bureau d'études Bureau Véritas du 26/06/2013, référencé n°2410717 indice 0. Ce rapport a été commandé initialement afin de mettre en place un réseau de piézomètres sur le site. Il rapporte une synthèse d'une étude historique et documentaire de 2001 qui soulignait la présence de sources potentielles de pollution des sols et des eaux souterraines :

- Les sols pollués de la zone de stockage des fûts souillés (cour Nord) ;
- Les réseaux enterrés (eaux usées, eaux pluviales) ;
- 4 cuves de stockage enterrées de 25 m<sup>3</sup> (monoéthylène glycol, white spirit, alcool éthylique, fuel domestique), indiquées comme désaffectées et sablées ;
- Les stockages de matières premières et produits finis situés dans les ateliers ou à l'extérieur, sur rétention, sur dalle béton, dont les sols relativement anciens et en plus ou moins bon état, pouvaient être une voie préférentielle d'infiltration en cas de déversement de produits.

Des sondages de sol (7) réalisés en 2002 au droit de la cour nord et de la cour sud ont mis en évidence la présence d'hydrocarbures totaux au niveau de la cour nord (max. S4 à 3530 mg/kg).

Concernant les eaux souterraines, des analyses réalisées sur les piézomètres amont (sondage 7) et aval (sondage 2) et sur le puits (atelier maintenance) avaient mis en évidence la présence d'hydrocarbures totaux, alcools, HAP et certains solvants chlorés au niveau du forage.

Le rapport conclut que « *Compte tenu de ses activités passées et actuelles et de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines, le risque de pollution des eaux souterraines, ne peut être exclu* ».

- un rapport « Évaluation de la qualité environnementale des sols », réalisé par le bureau d'études Bureau Véritas du 24/10/2011, référencé n°2373997 indice 0.

Ces nouvelles investigations de sol au sein de la cour nord (2 sondages S100 et S101, respectivement à proximité de S4 et S1) ont confirmé la présence d'anomalies en hydrocarbures totaux (313 mg/kg) et en HAP (8,7 mg/kg) au droit de S100, et la présence d'anomalies en mercure (S100 : 0,63 mg/kg ; S101 : 3,1 mg/kg).

→ **Les constats établis lors de la visite du 29/04/2025, ainsi que les diagnostics mentionnés ci-avant, permettent de retenir la présence de pollutions des sols et des eaux souterraines au droit du site. Ainsi, l'inspection souligne l'importance de réaliser des investigations environnementales sur la totalité du site afin de prendre en compte d'éventuels travaux de réhabilitation (plan de gestion) pour un futur usage de ce site (avec ou sans changement d'usage).**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les rapports d'études (ci-dessus mentionnés notamment) sont à transmettre au futur acquéreur ou locataire.

En cas d'enlèvement de déchets, de réalisation d'investigations ou tout autre action visant à mettre en sécurité le site, l'inspection demande à être destinataire des différents justificatifs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 2 : Changement d'usage

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 23/10/2023, article L.556-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Changement d'usage

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1, sur les terrains ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues par ces mêmes articles, lorsqu'un usage différent est ultérieurement envisagé, le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage doit définir des mesures de gestion de la pollution des sols et les mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publiques, l'agriculture et l'environnement au regard du nouvel usage projeté.

Ces mesures de gestion de la pollution sont définies en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts, des inconvénients et avantages des mesures envisagées. Le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage fait attester de cette prise en compte par un bureau d'études certifié dans le

domaine des sites et sols pollués, conformément à une norme définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement, ou équivalent. Le cas échéant, cette attestation est jointe au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager.

Dans le cas où le maître d'ouvrage à l'initiative d'un projet de construction ou d'aménagement sur un terrain ayant accueilli une installation classée ne dispose pas d'éléments montrant que l'installation classée a été régulièrement réhabilitée, les deux premiers alinéas du présent article sont applicables.

Le cas échéant, s'il demeure une pollution résiduelle sur le terrain concerné compatible avec les nouveaux usages, le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage en informe le propriétaire et le représentant de l'Etat dans le département. Le représentant de l'Etat dans le département peut créer sur le terrain concerné un secteur d'information sur les sols.

En cas de modification de la consistance du projet initial, le maître d'ouvrage à l'initiative de cette modification complète ou adapte, si nécessaire, les mesures de gestion définies au premier alinéa. Les modalités d'application du présent article sont définies par décret en Conseil d'Etat.

### **Constats :**

Lors de la visite, le propriétaire a indiqué qu'un compromis de vente a été signé avec un promoteur immobilier parisien. Ce compromis préciserait que le futur acheteur prendrait à sa charge l'enlèvement des déchets restants à hauteur de ~40 000€.

Suite à la visite, par courriel du 27/05/2025, le propriétaire a transmis à l'inspection deux extraits du compromis relatifs :

- à la pollution du site, où il est précisé que « la présente convention est conclue sous la condition suspensive d'absence de pollution dans les sols et sous-sols dont le traitement de dépollution serait d'un montant supérieur à 36 000€ à la charge du bénéficiaire ». Cette condition inclut la réalisation d'une étude de sols afin de s'assurer de la compatibilité du terrain avec la réalisation de logements à usage d'habitation, au plus tard le 15/09/2025.
- à la présence de déchets, où il est indiqué que « le bénéficiaire fera son affaire personnelle et à ses frais exclusifs de l'enlèvement des cuves et fûts se trouvant sur le bien objet des présentes et contenant des déchets de fabrication, le tout dans la limite d'un coût de 12 000€ ».

Ainsi, la somme de 40 000€ vise les 2 opérations (élimination des déchets, diagnostic environnemental).

Pour rappel, la société AUXIBIO étant radiée, l'exploitant est considéré comme disparu. La procédure de cessation d'activité ne peut être menée à son terme par ce dernier.

Dans ce contexte, le futur acheteur serait dans la situation décrite par l'article R.556-1 du code de l'environnement : « *S'il ne dispose pas des éléments montrant que l'installation classée a été régulièrement réhabilitée, et que le dernier exploitant est inconnu ou a disparu, le maître d'ouvrage réalise le changement d'usage du site dans les conditions définies au deuxième alinéa. Il justifie des démarches effectuées pour vérifier l'information relative à la cessation d'activité de l'installation classée dans l'attestation prévue à l'article L. 556-1.* »

Puis, les articles L.556-1, L.556-2, R.556-1 et R.556-2 du code de l'environnement précisent bien les **obligations suivantes pour le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage** :

- définir les mesures de gestion de la pollution des sols, et éventuellement des eaux souterraines, sur la base d'une étude dite « plan de gestion » (article R.556-2) ;
- mettre en œuvre ces mesures afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et les fu-



turs usagés ;

- faire attester la prise en compte de ces mesures de gestion par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent. Il transmet cette attestation dite « ATTES-ALUR » au service instructeur de la demande de permis de construire ou d'aménager ou de la déclaration préalable (article L.556-2).

**→ Ainsi, au regard des échanges avec le propriétaire, l'inspection souligne la nécessité que le futur acquéreur/promoteur prenne en compte, après l'enlèvement des déchets présents et leur élimination dans des installations autorisées (justifiée par des bordereaux BSD signés), la démolition des bâtiments, un diagnostic des sols et des eaux souterraines et éventuellement la réhabilitation de ces milieux afin de les rendre compatible avec les usages envisagés et probablement plus sensibles que l'usage industriel.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à être tenue informée du projet de réhabilitation et être destinataire des justificatifs d'élimination des déchets et des études menées au droit du site (diagnostic, travaux de réhabilitation) **dès leur réalisation**.

**Type de suites proposées :** Sans suite